

**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**
Affaire suivie par : JLC/PdB
Dossier n°2025-261-PC

Marseille, le **- 5 NOV. 2025**

**Arrêté n°2025-261-PC fixant des prescriptions complémentaires à la société ARDAGH METAL
PACKAGING FRANCE SAS situé sur la commune de La Ciotat**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

Vu la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED ;

Vu la publication de la décision d'exécution (UE) n°2020/2009 de la commission du 22 juin 2020, au journal officiel de l'Union européenne du 9 décembre 2020, qui établit les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement de surfaces à l'aide de solvants organiques, ;

Vu la loi n°2023-973 du 23 octobre 2023 et son décret d'application du 6 juillet 2024 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles R.181-45 et R.515-58 à R.515-84 du code de l'environnement, relatifs aux dispositions concernant la directive IED ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 03 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023-13-PC en date du 25 janvier 2023 imposant des prescriptions complémentaires à la société ARDAGH METAL PACKAGING France SAS dans le cadre de la création d'une troisième ligne de production de son site de La Ciotat ;

Vu le dossier de réexamen IED présenté par l'exploitant – version janvier 2024 ;

Vu la demande du 29 octobre 2024 de la société ARDAGH sollicitant le déclassement de son activité sur la rubrique 4331 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement de la DREAL daté du 29/01/2025 ;

Considérant que le dossier de réexamen IED met à jour la situation du site au regard du classement sous la rubrique 3670, retenue comme rubrique principale associée au BREF STS, pour le traitement de surfaces utilisant des solvants, dont les dispositions réglementaires ont été transposées dans l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé ;

Considérant que les éléments du dossier de réexamen prennent en compte la mise en service de la troisième ligne de production autorisée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 janvier 2023 ;

Considérant les dispositions prises par l'exploitant pour sa mise en conformité avec les exigences réglementaires relatives aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables et l'absence de demande de dérogation ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires au vu des éléments de ce réexamen afin de mettre à jour les valeurs limites d'émission et de fixer les indicateurs de performance prévus en ce qui concerne la consommation d'eau et les performances énergétiques ;

Considérant que l'exploitant utilise désormais des laques et vernis ne présentant plus un caractère inflammable au sens de la classification des substances et mélanges dangereux à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant qu'il convient par conséquent de mettre à jour le classement du site selon la nomenclature des installations classées ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques pour les intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant par l'envoi en courriel le 16 octobre 2025 du projet d'arrêté ;

Considérant les observations apportées par l'exploitant par courriel du 30 octobre 2025 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 BÉNÉFICIAIRE DE L'AUTORISATION

La société ARDAGH METAL PACKAGING France SAS dont le siège social est situé ZI Athelia IV 13600 La Ciotat, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à poursuivre l'exploitation de ses activités autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 septembre 1991, dans son établissement situé ZI Athelia IV 13600 La Ciotat.

1.2 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR LE CLASSEMENT À UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les prescriptions de l'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2023 sont abrogées et remplacées par les prescriptions suivantes :

Rubrique	Désignation des activités	Niveau d'activité	Régime	Historique
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³	Volume des cuves affectées au traitement : 57,7 m ³	A	Dernière modification autorisée : 24/09/1991 Volume des cuves affectées au traitement : 43 m ³ Précédemment classé au titre de la rubrique 2565
3670-2	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique : 2. Supérieure à 200 tonnes par an pour les autres installations que celles classées au titre du 1	Consommation maximale de solvants organiques : 390 t/an	A	Dernière modification autorisée : 24/09/1991 Consommation maximale de solvants organiques : 213 t/an Précédemment classé au titre de la rubrique 2940

Rubrique	Désignation des activités	Niveau d'activité	Régime	Historique
2450-A-a	<p>Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante</p> <p>A) Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est :</p> <p>a) Supérieure à 200 kg/j</p>	Quantité maximale de produits consommée : 2 830 kg/j	A	<p>Dernière modification autorisée : 24/09/1991</p> <p>Quantité maximale de produits consommée : 3 200 kg/j</p>
1510-2 b	<p>Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.</p> <p>Le volume des entrepôts étant : 2b. supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 300 000 m³</p>	Volume total des entrepôts : 214 500 m ³	E	<p>Dernière modification autorisée : 24/09/1991</p> <p>Volume total des entrepôts : 214 500 m³</p>
2560-1	<p>Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure à 1 000 kW</p>	Puissance maximum de l'ensemble des machines fixes : 2 335 kW	E	<p>Dernière modification autorisée : 24/09/1991</p> <p>Puissance maximum de l'ensemble des machines fixes : 1 420 kW</p>

Rubrique	Désignation des activités	Niveau d'activité	Régime	Historique
2921-1a	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) :</p> <p>a. La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW</p>	<p>Puissance thermique évacuée maximale : 4 648 kW</p>	E	<p>Dernière modification autorisée : 24/09/1991</p> <p>Puissance thermique évacuée maximale : 4 648 kW</p>
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b) v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>1 chaudière de puissance thermique nominale de 2,1 MW</p>	DC	<p>Autorisée dans le cadre de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/01/2008</p> <p>1 chaudière de puissance thermique nominale de 2,1 MW</p>

Rubrique	Désignation des activités	Niveau d'activité	Régime	Historique
2663-2-b	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur ou égal à 1 000 m ³ mais inférieur à 10 000 m ³	Volume susceptible d'être stocké : 8 334 m ³	DC	Dernière modification autorisée : 24/09/1991 Volume susceptible d'être stocké : 8 334 m ³
1978	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles – prévention et réduction intégrées de la pollution utilisant des) : 1. Impression sur rotative offset à sécheur thermique, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 15 t/an 5. Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 2 t/an 8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/a	1. Consommation de solvant : 390 t/an 5. Solvants de nettoyage : 30 t/an 8. Consommation de solvant : 390 t/an La valeur de 390 t/an correspond à la consommation annuelle maximale de solvants pour les activités relevant des rubriques 1978-1 <u>et</u> 1978-8	D	Rubrique inexistante lors de l'autorisation initiale, activité déclarée en 2020 au bénéfice des droits acquis

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)** ou NC (Non Classé)

(*) En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement
Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3670 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF STS (Traitement de surface utilisant des solvants, y compris préservation du bois et des produits à base de bois au moyen de produits chimiques).

1.3 GARANTIES FINANCIÈRES

Les dispositions mentionnées à l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2023 relatives aux garanties financières sont abrogées suite à l'entrée en vigueur de la loi n°2023-973 du 23 octobre 2023 et son décret d'application du 6 juillet 2024.

Pour les garanties financières actuellement en cours, l'exploitant n'est plus tenu de les maintenir.

ARTICLE 2 : GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

2. 1 SYSTÈME DE MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL

L'exploitant met en place un système de management environnemental qui répond aux exigences mentionnées au point 2.1 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 3 février 2002 susvisé.

2. 2 SYSTÈME DE MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL

L'exploitant établit un plan de gestion des solvants conforme aux dispositions de l'article 28-1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

2. 3 PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES

2.3.1 Efficacité Énergétique

L'exploitant mesure la consommation spécifique énergétique de son activité selon la formule :

Consommation spécifique d'énergie = consommation d'énergie / taux d'activité.

La consommation d'énergie étant la quantité totale de chaleur (générée par des sources d'énergie primaire) et d'électricité consommée par l'unité, telle que définie dans le plan d'efficacité énergétique tel que contenu dans les éléments du système de management environnemental défini à l'article précédent, exprimée en MWh/an.

Le taux d'activité étant la quantité totale de surface revêtue par l'unité, exprimé en m²/an.

La performance environnementale pour la consommation spécifique d'énergie est inférieure à 1,5 kWh/m² de surface revêtue.

Ce ratio est calculé et mis à jour chaque année ou à l'occasion de toute modification importante sur le site. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.3.2 Consommation d'eau

L'exploitant mesure la consommation spécifique d'eau de son activité selon la formule :

Consommation spécifique d'eau = consommation d'eau / taux d'activité

La consommation d'eau étant la quantité totale d'eau consommée du fait des activités menées dans l'unité, à l'exclusion de l'eau recyclée et réutilisée, de l'eau de refroidissement utilisée dans les systèmes de refroidissement en circuit ouvert, ainsi que l'eau destinée aux usages domestiques, exprimée en l/an ou en m³/an.

Le taux d'activité étant la quantité totale de canettes embouties-étirées (EE) par l'unité, exprimé en millier de canettes/an.

La performance environnementale pour la consommation spécifique d'eau est inférieure à 110 l/1000 canettes EE, en moyenne annuelle

Ce ratio est calculé mensuellement ou à l'occasion de toute modification importante sur le site. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.3.3 Émission de solvants diffuses

L'exploitant s'assure que les émissions de solvants organiques diffuses sont limitées à la valeur suivante :

	Unité	VLE (moyenne annuelle)
Émissions diffuses de COV calculées d'après le PGS	% de solvants organiques utilisés à l'entrée	12

2.4 PÉRIODES DE DÉMARRAGE/D'ARRÊT (OTNOC)

L'exploitant doit réduire la fréquence des OTNOC au strict nécessaire. Il prévoit un programme de maintenance préventive régulier afin de garantir la performance et la réduction du risque de défaillance de ses installations, notamment des dispositifs assurant la régulation de son activité tel que l'oxydateur thermique ou la roue d'adsorption.

L'exploitant tient un registre des périodes d'indisponibilité concernées par ces dysfonctionnements.

ARTICLE 3 : PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

3.1 VALEURS LIMITES D'ÉMISSION

Les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2023, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) *sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides*

- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètre	Rejets n°1 à 3
	Concentration en mg/Nm ³
Concentration en O ₂ de référence	Non réglementé
Acidité totale (exprimé en H)	0,5
HF (exprimé en F)	2
NO _x en équivalent NO ₂	200
SO ₂	100
Poussières	3

Paramètre	Rejet n°4	
	Concentration en mg/Nm ³	Flux
Concentration en O ₂ de référence	Concentration mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation	---
COV non méthaniques (en carbone total)	20	0,6 kg/h et 4 738 kg/an (*)
CH ₄	50	---
NO _x en équivalent NO ₂	100	---
CO	100	---
Poussières	3	---
Paramètre	Rejet n°5	
	Concentration en mg/Nm ³	Flux
Concentration en O ₂ de référence	Concentration mesurée dans les effluents en sortie d'équipement	---
COV non méthaniques (en carbone total)	20	0,25 kg/h et 2 074 kg/an (*)
CH ₄	50	---
NO _x en équivalent NO ₂	100	---
CO	100	---
Poussières	3	---

(*) Avant le 31 mars de l'année n+1, l'exploitant réalise le calcul du flux annuel émis au cours de l'année n, sur la base des résultats de l'autosurveillance. La pertinence et la représentativité des données utilisées devront être justifiées. L'ensemble de ces éléments est également tenu à la disposition de l'inspection pendant une durée de 10 ans.

Paramètre	Rejet n°6
	Concentration en mg/Nm ³
Concentration en O ₂ de référence	3%
NO _x en équivalent NO ₂	150
CO	100 à compter du 1 ^{er} janvier 2030

3.2 AUTOSURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE

Les dispositions de l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2023 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

L'autosurveillance des rejets atmosphériques est réalisée selon les modalités suivantes :

Rejets n°1 à 3		Rejets n°4 et 5		Rejet n°6	
Paramètre	Fréquence	Paramètre	Fréquence	Paramètre	Fréquence
Acidité totale (exprimé en H)	Annuelle	COV non méthaniques (en carbone total)	trimestrielle	NO _x en équivalent NO ₂	1 fois tous les 3 ans

HF (exprimé en F)		CH ₄			
NO _x en équivalent NO ₂		NO _x en équivalent NO ₂			1 fois tous les 3 ans à compter du 1 ^{er} janvier 2030
SO ₂		CO		CO	
Poussières		Poussières	Annuelle		
		Température d'oxydation	En continu		

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Au moins une fois par an (ou selon les périodicités prévues par le présent arrêté), l'exploitant fait effectuer les mesures par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

La transmission des résultats de l'autosurveillance est effectuée selon les modalités prévues par l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2023, à une fréquence trimestrielle.

ARTICLE 4 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

4.1 VALEURS LIMITES D'ÉMISSION

Les dispositions de l'article 4.2.6 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2023 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1 (Cf. repérage du rejet à l'article 4.2.5 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2023)

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale journalière	Flux maximal journalier
Débit journalier	1552	600 m ³ /j	—
MEST	1305	30 mg/l	18 kg/j
DCO	1314	600 mg/l	360 kg/j
DBO5	1313	100 mg/l	60 kg/j
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l	6 kg/j
Aluminium	1370	5 mg/l	3 kg/j
Fluor	1391	25 mg/l	15 kg/j
Azote global	1551	150 mg/l	90 kg/j

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale journalière	Flux maximal journalier
Phosphore total	1350	50 mg/l	30 kg/j
AOX	1106	0,4 mg/l	-
Nickel	1386	0,2 mg/l	Si flux >5 g/j
Zinc	1383	0.8 mg/l	Si flux > 20 g/j
pH	1302	6<pH<9	---

La valeur de la DCO de la STEI de l'exploitant est ramenée à 125 mg/l dans le cas où l'installation n'est plus reliée à la STEP communale, ou si la performance du taux d'abattement de la STEP communale ne permet pas d'atteindre 125 mg/l dans le rejet dans le milieu.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 3 et 3bis (Cf. repérage du rejet à l'article 4.2.5 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2023)

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale journalière	Flux maximal journalier
MEST	1305	35 mg/l	---
DCO	1314	125 mg/l	---
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l	---
pH	1302	5,5<pH<8,5	---

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 4 (Cf. repérage du rejet à l'article 4.2.5 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2023)

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale journalière	Flux maximal journalier
MEST	1305	30 mg/l	---
DCO	1314	600 mg/l	---
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l	---
pH	1302	6<pH<9	---

4.2 FRÉQUENCE DES RELEVÉS DES REJETS

Les dispositions de l'article 4.2.7.2 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2023 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

L'autosurveillance des rejets aqueux est réalisée selon les modalités suivantes :

Rejet n°1		Rejets n°3, 3bis et 4	
Paramètre	Fréquence	Paramètre	Fréquence
Débit journalier	Continu	MEST	Annuelle
MEST	Hebdomadaire	DCO	Annuelle
DCO	Journalière	Hydrocarbures totaux	Annuelle
DBO5	Mensuelle	pH	Annuelle
Aluminium	Journalière		
Fluor	Journalière		
Hydrocarbures totaux	Hebdomadaire		

Azote global	Hebdomadaire	
Phosphore total	Hebdomadaire	
pH	Continu	
AOX	Mensuelle	
Nickel	Mensuelle	
Zinc	Mensuelle	

Les mesures sont réalisées à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit, à l'exception de celles réalisées sur les points de rejets n° 3 et 3 bis (eaux pluviales).

La transmission des résultats de l'autosurveillance du rejet n°1 est effectuée selon les modalités prévues par l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2023, à une fréquence mensuelle.

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2023 sont réalisées selon une fréquence annuelle, uniquement pour le rejet n°1.

ARTICLE 5 : PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant et publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimum de 4 mois.

ARTICLE 6 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale (31 rue Jean François Leca, 13002 Marseille) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours administratif, gracieux ou hiérarchique, dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant. À ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.

ARTICLE 7 : EXÉCUTION

- Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - Le maire de La Ciotat,
 - Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur,
 - Le directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur,
 - Le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône,
 - Le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône ,
- et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA

